S-223

Second Session, Fortieth Parliament,
57-58 Elizabeth II, 2009

SENATE OF CANADA

BILL S-223

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection
Act (victims of trafficking in persons)

AS PASSED

BY THE SENATE
DECEMBER 15, 2009

S-223

Deuxième session, quarantième législature,
57-58 Elizabeth II, 2009

SÉNAT DU CANADA

PROJET DE LOI S-223

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des
réfugiés (victimes de la traite des personnes)

ADOPTÉ

PAR LE SÉNAT
LE 15 DÉCEMBRE 2009

SUMMARY

This enactment amends the *Immigration and Refugee Protection Act* to provide for the issuance of a victim protection permit that authorizes a foreign national who is a victim of human trafficking to remain in Canada as a temporary resident. A short-term permit may be issued for up to 180 days. A longer-term permit may be issued for a period of three years if there is a serious possibility that removal from Canada would be harmful to the victim, if the victim is willing to assist authorities in the investigation or prosecution of trafficking-related offences, or if the issuance of the permit is otherwise justified in the circumstances. Provision is made for holders of victim protection permits to be eligible to receive health and social services.

The enactment also requires the Minister of Health to establish within the Department of Health a telephone hotline to assist victims of human trafficking and to provide for information services in the Department's regional offices. It also requires the Minister to develop and implement a public awareness campaign respecting human trafficking.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* afin de prévoir la délivrance, à un étranger victime du trafic de personnes, d'une autorisation de protection lui permettant de demeurer au Canada à titre de résident temporaire. Un permis à court terme peut être délivré pour une période de 180 jours, alors qu'un permis à plus long terme peut être délivré pour une période de trois ans s'il existe une sérieuse possibilité que le renvoi du Canada porterait préjudice à la victime, si cette dernière accepte d'aider les autorités dans le cadre d'une enquête ou d'une poursuite relative à des activités de trafic de personnes, ou si la délivrance d'une autorisation est autrement justifiée dans les circonstances. Il est prévu que les détenteurs d'une autorisation de protection auront accès aux services médicaux et sociaux.

Le texte prévoit également l'obligation, pour le ministre de la Santé, d'établir au ministère de la Santé un service téléphonique d'urgence au soutien des victimes de trafic de personnes, et de mettre sur pied des services de renseignement dans ses bureaux régionaux. Le ministre doit de plus élaborer et mettre en œuvre une campagne de sensibilisation du public sur le trafic de personnes.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-223

PROJET DE LOI S-223

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act (victims of trafficking in persons)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (victimes de la traite des personnes)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Victims of Trafficking in Persons Protection Act*.

1. *Loi sur la protection des victimes de la 5 traite des personnes.*

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

IMMIGRATION

IMMIGRATION

PURPOSE

OBJET

Purpose of Part

2. The purpose of this Part is to provide for specific legislative measures to assist and protect victims of trafficking in persons who are without legal status in Canada by providing a means for them to legalize their status as temporary residents and facilitating their eventual acquisition of permanent resident status in appropriate circumstances.

2. La présente partie a pour objet de prévoir des mesures législatives spécifiques pour fournir aide et protection aux victimes de la traite des personnes qui se trouvent au Canada sans statut juridique en leur donnant le moyen de régulariser leur statut à titre de résidents temporaires et en leur facilitant l'acquisition éventuelle du statut de résident permanent dans les circonstances appropriées.

Objet

2001, c. 27

IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

2001, ch. 27

3. The *Immigration and Refugee Protection Act* is amended by adding the following after section 24:

3. La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :

Definition of "victim of trafficking in persons"

24.1 (1) In this section and in section 24.2, "victim of trafficking in persons" means a foreign national who is a victim, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, of the offence set out in section 279.01 of that Act or in section 118 of this Act.

24.1 (1) Au présent article et à l'article 24.2, « victime de la traite des personnes » s'entend d'un étranger qui est victime, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, de l'infraction prévue à l'article 279.01 de cette loi ou à l'article 118 de la présente loi.

Définition de « victime de la traite des personnes »

Short-term
victim of traf-
ficking protec-
tion permit

(2) An officer may, at the request of a foreign national who is inadmissible or does not meet the requirements of this Act, issue a victim of trafficking protection permit — which may be cancelled at any time — authorizing the foreign national to remain in Canada as a temporary resident for a period of up to 180 days if

(a) the foreign national is physically present in Canada; and 10

(b) the officer is of the opinion that

(i) the foreign national may be, or may have been, a victim of trafficking in persons in, or in the course of coming into, Canada, and 15

(ii) issuing the permit is otherwise justified in the circumstances.

Minister's
instructions

(3) In applying subsection (2), the officer shall act in accordance with any instructions that the Minister may make.

Eligibility for
health services

(4) The holder of the victim of trafficking protection permit issued under subsection (2) is eligible for the same federal health services as is a person who has made a claim for refugee protection inside Canada. 25

Victim of traf-
ficking protec-
tion permit

24.2 (1) An officer may, at the request of a foreign national who is inadmissible or does not meet the requirements of this Act, issue a victim of trafficking protection permit — which may be cancelled at any time — authorizing the foreign national to remain in Canada as a temporary resident for a period of up to three years if 30

(a) the foreign national is physically present in Canada; and 35

(b) the officer is of the opinion that

(i) the foreign national is or has been a victim of trafficking in persons in, or in the course of coming into, Canada, and

(ii) issuing the permit is otherwise justified in the circumstances. 40

Minister's
instructions

(2) In applying subsection (1), the officer shall act in accordance with any instructions that the Minister may make.

(2) Sur demande d'un étranger qui est interdit de territoire ou qui ne se conforme pas à la présente loi, l'agent peut délivrer un permis de protection des victimes de traite — 5 révoquant en tout temps — autorisant 5 l'étranger à séjourner au Canada comme résident temporaire pour une période d'au plus 180 jours si, à la fois :

a) l'étranger est effectivement présent au Canada; 10

b) l'agent estime que :

(i) d'une part, l'étranger est peut-être, ou a peut-être été, victime de la traite des personnes au Canada ou au cours de son arrivée au Canada, 15

(ii) d'autre part, la délivrance du permis est par ailleurs justifiée dans les circonstances.

(3) L'agent est tenu de se conformer aux instructions que le ministre peut donner pour 20 l'application du paragraphe (2). 20

(4) Le détenteur du permis visé au paragraphe (2) est admissible aux mêmes services de santé fédéraux que les demandeurs d'asile se trouvant au Canada. 25

24.2 (1) Sur demande d'un étranger qui est interdit de territoire ou qui ne se conforme pas à la présente loi, l'agent peut délivrer un permis de protection des victimes de traite — révoquant en tout temps — autorisant 30 l'étranger à séjourner au Canada comme résident temporaire pour une période d'au plus trois ans si, à la fois :

a) l'étranger est effectivement présent au Canada; 35

b) l'agent estime que :

(i) d'une part, l'étranger est ou a été victime de la traite des personnes au Canada ou au cours de son arrivée au Canada, 40

(ii) d'autre part, la délivrance du permis est par ailleurs justifiée dans les circonstances.

(2) L'agent est tenu de se conformer aux instructions que le ministre peut donner pour 45 l'application du paragraphe (1). 45

Autorisation de
protection à
court terme

Instructions du
ministre

Admissibilité
aux services de
la santé

Permis de pro-
tection des
victimes de
traite

Instructions du
ministre

No charges for
certain offences

(3) A person who holds a victim of trafficking protection permit issued under subsection (1) may not be charged with an offence under section 122, paragraph 124(1)(a) or section 127 of this Act or under section 57, paragraph 340(c) or section 354, 366, 368, 374 or 403 of the *Criminal Code*, in relation to the coming into Canada of the person.

(3) Le détenteur du permis visé au paragraphe (1) ne peut être accusé d'une infraction visée à l'article 122, à l'alinéa 124(1)a) ou à l'article 127 de la présente loi et à l'article 57, à l'alinéa 340c) ou aux articles 354, 366, 368, 374 ou 403 du *Code criminel*, à la condition que l'infraction ait été commise à l'égard de son arrivée au Canada.

Exception

4. Subsection 29(1) of the Act is replaced by the following:

4. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Right of temporary residents

29. (1) A temporary resident is, subject to the other provisions of this Act, authorized to enter and remain in Canada on a temporary basis as a visitor or as a holder of a temporary resident permit or a victim of trafficking protection permit.

29. (1) Le résident temporaire a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'autorisation d'entrer au Canada et d'y séjourner à titre temporaire comme visiteur, titulaire d'un permis de séjour temporaire ou titulaire d'un permis de protection des victimes de traite.

Droit du résident temporaire

5. Paragraph (c) of section 47 of the Act is replaced by the following:

5. L'alinéa c) de l'article 47 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) on cancellation of their temporary resident permit or victim of trafficking protection permit.

c) la révocation du permis de séjour temporaire ou du permis de protection des victimes de traite.

6. Subsection 94(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):

6. Le paragraphe 94(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(d.1) the number of victim of trafficking protection permits issued under sections 24.1 and 24.2, categorized according to grounds of inadmissibility, if any;

d.1) le nombre de permis de protection des victimes de traite délivrés au titre des articles 24.1 et 24.2 et, le cas échéant, les faits emportant interdiction de territoire;

PART 2

PARTIE 2

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

7. This Act comes into force on the day that is one year after the day on which it receives royal assent or on an earlier day to be fixed by order of the Governor in Council.

7. La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa sanction ou à la date antérieure éventuellement fixée par décret.

Entrée en vigueur